

15 novembre 1994, Montréal

Allocution à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Monsieur le Président de la Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain,
Mesdames, Messieurs,

Je suis venu vous parler aujourd'hui pour vous dire que nous avons beaucoup de travail à faire ensemble. Nous avons vécu ces dernières années la pire récession depuis les années 30. La situation de l'emploi à Montréal comme dans plusieurs régions est déplorable. Trop de nos concitoyens n'ont pas l'opportunité de participer à l'effort collectif. Ce faisant, la santé financière de notre outil commun, l'État québécois, en souffre. La santé de nos quartiers, de nos Villes et de nos villages, aussi. La santé financière de bien des familles, surtout.

Parce que, vous le savez, le chômage, l'inactivité, la pauvreté, ont des conséquences fâcheuses sur la vie familiale, sur la qualité d'écoute des étudiants à l'école, donc sur le décrochage scolaire. La pénurie d'emploi est aussi un facteur aggravant les tensions entre les différentes communautés de Québécois, facteur aggravant aussi pour la délinquance, et même pour la santé physique et psychique d'un certain nombre d'individus. Comme le disait Jean Campeau il y a quelques jours: « Peut-être que vous n'êtes plus en récession. Mais votre voisin chômeur lui, il l'est ».

Qui est responsable? Certains disent, le passage à une économie postindustrielle. D'autres accusent la Banque du Canada, qui nous a fait entrer en récession avant les États-Unis et nous y a enfoncés plus loin, trois fois plus loin, en fait, que ce qu'ont connu nos voisins du sud. On peut pointer du doigt la globalisation des marchés, et les dislocations qu'elle provoque. On peut parler de l'augmentation du fardeau fiscal, qui est venu siphonner toute la richesse nouvelle créée de 1990 à 1992, gelant ainsi, en pratique, le pouvoir d'achat des Québécois. Ce qui a entraîné une grave chute des investissements privés, pendant quatre années consécutives. Du jamais vu. Ce sont toutes d'excellentes explications. J'ai vécu la crise de 1981-82 alors que j'étais ministre des Finances et je peux vous dire que l'État, comme les entreprises, tente de composer avec des forces économiques dont il n'a pas le contrôle. Il faut être humble devant certains phénomènes qui nous dépassent. Humble, mais pas inactif. Vous vous souviendrez de la façon dont le gouvernement de René Lévesque et ses partenaires des entreprises et des syndicats ont voulu faire profiter le Québec du moindre souffle de reprise. Et nous avons réussi, ensemble, notre sortie de crise mieux que n'importe où ailleurs au Canada et mieux que presque partout en occident. Nous l'avons fait et nous avons collectivement redonné aux Québécois en deux ans et demi les 227 000 emplois que la crise leur avait enlevés.

J'ai vécu la dernière récession sur la banquette du chef de l'opposition, et je peux vous dire que j'ai ressenti une grande frustration. Il y avait devant moi un gouvernement qui se disait expert en économie. Il a eu neuf ans pour faire ses preuves. Ses ministres nous ont quittés, en septembre, avec un taux de chômage plus élevé qu'à leur arrivée. Ils ont quitté avec un déficit record, chaque année depuis 1990, ils ont toujours excédé de 900000000 \$, en moyenne, leurs propres prévisions. Le dépassement que nous avons découvert pour 94-95 n'est donc pas une surprise. Je l'ai dit il y a deux semaines à Québec et je vous le répète, nous

avons l'intention de casser ce cycle de dépassements constants. Notre objectif est de terminer leur année budgétaire en épongeant une bonne partie de leur dépassement. Qu'on me comprenne bien. Je ne prétendrai jamais que Robert Bourassa et Daniel Johnson sont responsables de la crise. Soyons sérieux. Je vous dirai cependant qu'ils ont mal joué les cartes que l'économie et les Québécois leur avaient données.

Qu'ont-ils fait des premiers souffles de reprise économique? Presque rien. Du creux de l'emploi atteint en avril 1992 jusqu'à septembre 1994, le Québec n'a récolté que 16 % des nouveaux emplois au Canada. Au cours de leurs six derniers mois, 6% seulement. Cette fois-ci, on sort de la récession à pas de tortue. Ce qui est sans doute le plus pernicieux de tout, c'est qu'on a laissé s'installer ! «, au Québec depuis quelques années, l'idée que l'appauvrissement allait être permanent. Qu'il y a deux Québec dans un, pour toujours. Que « c'est la vie, on n'y peut rien ». Le message émis continuellement par le gouvernement du Québec au cours des dernières années était celui-là. Celui de l'absence d'ambition, des petits horizons, du laisser-faire. C'était souvent vrai dans l'action. C'était vrai, surtout, dans le ton. Le ton du « on ne peut pas, on ne sait pas, c'est compliqué, on verra, ça dépend, c'est fatigant ».

Combiné aux effets de la récession, ce ton gouvernemental a créé un climat: une morosité qui s'est logée presque partout, une attitude défaitiste, pessimiste. Ce climat de renoncement a des conséquences désastreuses pour les sans-travail de tous âges, mais surtout, pour nos jeunes. 40 % des Québécoises et des Québécois ont moins de 30 ans. Il devrait être interdit de les déprimer comme ça. C'est comme si on tuait leur espoir, c'est comme si on confisquait leur rêve.

Mes amis, je suis venu vous parler aujourd'hui pour vous dire que j'ai, comme premier ministre, une responsabilité personnelle envers les jeunes du Québec. Mon gouvernement a une responsabilité envers eux. Notre génération, vous et moi, avons une responsabilité envers eux. Le Québec nous a beaucoup donné. En retour, nous devons préparer son avenir. Je vais vous dire le fond de ma pensée: Je ne serai pas le premier ministre de la morosité, de la pauvreté et de l'inactivité. Au contraire. Je veux être le premier ministre de l'espoir retrouvé. De l'ambition revenue. Du rêve réinventé.

Trois conditions sont maintenant réunies pour donner au Québec l'élan qui lui manque. Premièrement, les derniers indicateurs le montrent, la reprise, encore fragile, semble vouloir s'installer. Il faut l'harnacher et lui faire produire un maximum d'emplois. Vous vous souvenez du film Jean de Florette » où le personnage joué par Gérard Depardieu attendait depuis des semaines une bonne averse pour son champ assoiffé. Un magnifique nuage est passé au-dessus de sa terre... mais a poursuivi son chemin sans dégorger une seule goutte. La reprise économique va passer sur le Québec. Voulez [-] vous? On va la faire pleuvoir ! Deuxièmement, une nouvelle équipe a pris le pouvoir à Québec et au Québec. Un de ses dénominateurs communs: la volonté de bouger, de mobiliser, d'insuffler une énergie nouvelle à l'ensemble des partenaires et à l'ensemble des Québécois, actifs et inactifs. Nous ne sommes ni des génies, ni des magiciens. Et je vous le dis bien franchement: on va probablement faire des erreurs. Mais je peux vous promettre que nous ne baisserons pas les bras. Je peux vous garantir que la volonté d'action est chez nous une denrée inépuisable. La troisième condition pour donner au Québec un élan décisif, elle est ici, devant moi, dans cette salle. Et je suis très heureux que vous soyez venus en si grand nombre Car, sur quoi

peut-on s'appuyer pour sortir l'économie québécoise de sa torpeur Sur les investissements étrangers? Sans doute. Ils sont bienvenus et figurent parmi les fleurons de notre économie: qu'on pense à GH à Sainte-Thérèse et Bell Hélicoptères dont nous sommes tous très fiers, ou à Merck Frosst qui a su s'intégrer dans les réseaux Québécois comme une main dans un gant. Je pourrais en nommer des dizaines et nous tenterons d'en attirer des dizaines d'autres. Mais forment-ils le cœur de notre potentiel? Je crois plutôt qu'ils sont une force d'appoint, attirée souvent par nos propres succès. Devons-nous alors nous appuyer sur les grands chantiers hydro-électriques ou sur les ventes d'électricité aux États-Unis? Ces avenues ont leurs mérites mais on sait maintenant qu'elles ne sont pas la panacée que nous vantaient nos prédécesseurs. Pourquoi nous est-il si difficile de nous rendre à l'évidence: la principale richesse naturelle du Québec, ce sont les Québécois. Le principal potentiel de développement du Québec: c'est chacun d'entre vous, les entrepreneurs québécois, les investisseurs, les innovateurs. Vous qui êtes ici, et ceux de Québec, de Jonquière, Sherbrooke.

Selon le Conseil économique du Canada, lorsqu'on mesure le total des recettes perçues ici, presque 70 % de notre économie est contrôlée par des intérêts québécois, ce qui est beaucoup plus élevé qu'ailleurs au Canada. Presque la moitié de tous les emplois privés se trouve dans nos entreprises de moins de 100 employés, ce qui est nettement plus qu'ailleurs sur le continent. Nous avons réussi, en 30 ans, à effectuer un rattrapage considérable. Que dis-je en 30 ans? Je devrais dire en 20 ou en 15. Souvenez-vous lorsque je parlais de la garde montante. À la fin des années 70. On me regardait d'un air goguenard, l'air de dire: c'est pas parce qu'on vend quelques motoneiges, qu'on possède des épiceries et qu'on est bon dans les coopératives, qu'il faut se péter les bretelles. J'ai peut-être même entendu ce genre de remarque de la part de certains aînés parmi vous.

Je vous l'accorde: à l'époque, la réussite éclatante était l'exception. Mais il faut se rendre compte maintenant que c'est devenu la règle. Sur la planète, on ne peut plus parler de métro ou d'avion sans invoquer le nom de Bombardier. Le Mouvement Desjardins est aujourd'hui le premier employeur privé au Québec, et il étend maintenant ses ailes à l'étranger. Bell Hélicoptères produit un hélicoptère par jour. SNC-Lavalin est en Afrique, au Chili et en Chine. Au sujet de la Chine, permettez-moi une digression. Plusieurs de nos meilleures entreprises sont sur les rangs pour des contrats importants. Nous savons tous qu'il y a loin de la coupe aux lèvres et nous n'avons pas été dupes de l'inflation verbale qui a entouré le récent voyage de M. Chrétien. Si ça pouvait être vrai, tous ces milliards, on danserait tous dans les rues ! Reste que nos entreprises voient leurs longs efforts de prospection du marché chinois commencer à porter fruit. Mon gouvernement a l'intention de les épauler chaque fois que c'est nécessaire. Vous le savez, j'ai rencontré deux gouverneurs chinois ces dernières semaines et j'ai signé avec eux des accords de coopération. Notre savoir-faire hydro-électrique en particulier, les intéresse. Notre habitude de financement des grands projets. Nos techniques de transports et de pâtes et papiers. Laissez [-] moi simplement vous dire que les relations entre le Québec et la Chine ne font que commencer et j'y veille personnellement, et des équipes sont à l'œuvre pour les faire fructifier. Alors cette garde montante? Elle est montée: Cascades, RONA, Quebecor, Jean Coutu, Sico, Agropur, Vidéotron... vous avez tous des noms à ajouter à cette liste. Nous avons au Québec, et en particulier à Montréal, une bien plus grande part des emplois canadiens en télécommunications, en aérospatiale, en pharmaceutique, que notre proportion de la population le justifierait. C'est peut-être parce qu'on est bon. C'est peut-être parce qu'on a

le tour. Il ne s'agit plus de vendre du fer une cenne la tonne. Il s'agit de ce qu'on conçoit et de ce qu'on transforme. De ce qui sort de notre imaginaire, aussi. Quand les films de Denys Arcand sont en nomination pour l'Oscar du meilleur film étranger et que ceux de Jean-Claude Lauzon sont en compétition pour la Palme d'or à Cannes, c'est pas mal.

Quand presque chaque année on produit un film grand public qui fait plus d'entrées que n'importe quel film canadien au Canada, c'est pas mal. Quand Céline Dion est numéro un au billboard américain, que Roch Voisine remplit les plus grandes salles parisiennes et qu'André-Philippe Gagnon fait rire des dizaines de milliers d'Australiens, c'est pas mal. Il y a quinze ans, j'aurais dû creuser mes dossiers pour trouver d'autres exemples. Aujourd'hui, je suis embarrassé parce qu'il me faudrait des heures pour les nommer tous, et j'ai peur de faire des jaloux. Il me faudrait parler de nos grands couturiers, de l'OSM, du Cirque du Soleil, de nos troupes de danse...

Je le répète: au Québec, le succès n'est plus l'exception. C'est la règle. Un des plus beaux compliments qu'on ait pu faire à l'inventivité québécoise est arrivé lorsque Softimage de Montréal, qui a donné vie aux dinosaures du film le Parc Jurassique, a suscité la convoitise de Microsoft. Une des compagnies les plus innovatrices au monde est venue reconnaître que des Montréalais avaient été plus inventifs qu'elle. Et elle est venue investir encore plus de ressources dans nos capacités, ici. Embaucher encore plus de cerveaux, ici. Laisser aux innovateurs montréalais, la maîtrise de la technologie qu'ils ont conçue et leur permettre d'aller encore plus loin. Savez [-] vous que, pour trouver un emploi sur le marché français des informaticiens, les Québécois ont un avantage? Ils ont la réputation d'être parmi les meilleurs.

On est loin de Maria Chapdelaine, vous ne trouvez pas? Vous me direz: oui mais, il ne parle pas des échecs. Dans la garde montante, il y a eu des montées, mais il y a eu de belles débarques aussi. C'est vrai. J'y viens.

Au début des années 1990, il s'est fait, à la faveur de la crise, un genre de tri dans notre nouvelle classe d'affaires. Ceux qui avaient créé de la richesse, vraiment, des produits, des services, de l'intelligence artificielle, de la pellicule, de la matière, sont toujours parmi nous. Ceux qui ont perfectionné leur savoir-faire ou qui ont investi des champs connexes, ayant une parenté immédiate avec leurs activités, sont toujours parmi nous. Un peu plus aguerris, un peu plus compétitifs. D'autres se sont aventurés trop loin dans leur diversification, ou encore ont voulu asseoir leur expansion sur un endettement excessif. Ils n'ont pas résisté aux coups de butoir de la crise. On se souvient tous des cas Steinberg, Lava1in et des Coopérants. Il aurait été préférable d'éviter ces écueils, bien sûr. Et il Y en a eu de bien pires à Toronto, New York et Londres. C'est désolant quand même. Je ne suis pas complètement étranger, vous le savez, à la volonté de donner de l'oxygène à un certain nombre de gens d'affaires, à cette idée d'utiliser les institutions collectives québécoises comme marchepied pour aider les entrepreneurs dans leur progression. Mais il est arrivé que la marche soit trop haute. Qu'elle soit prise trop tôt. Et que certains trébuchent. Reste que, dans l'ensemble, le taux de succès est élevé. Loin au-dessus de la note de passage. Mais on n'aura jamais 100%. Je suis content de voir que, dans presque tous les cas, 11 n'y a pas eu d'abandon. Chaque fois, il s'est trouvé d'autres entrepreneurs pour prendre le relais de l'entreprise vacillante, préserver une majorité de ses emplois, une bonne partie de son savoir-faire, et les intégrer dans d'autres réseaux pour les rendre plus performants.

Qu'avons-nous donc appris, collectivement, de ces épisodes? D'abord que nous sommes nos propres principaux créateurs d'emplois et de richesse, matérielle et intellectuelle, et nous le sommes en bonne partie parce que nous sommes ouverts sur le monde, à l'intersection de l'Europe et de l'Amérique. Ouverts, par plaisir et par nécessité. Nous exportons le tiers de tout ce que nous fabriquons. Nous sommes les plus libre-échangistes du continent. Nous formons la population la plus bilingue d'Amérique du Nord. Nous avons à Montréal des gens d'affaires de toutes les communautés, qui contribuent à jeter des ponts avec les marchés étrangers. Et quand nous deviendrons souverains, ce sera pour être en prise encore plus directe sur le monde.

Aujourd'hui, 34 ans après le début de la révolution tranquille, l'économie québécoise a acquis, pour l'essentiel, la maturité qui lui manquait. Elle a repris, pour l'essentiel, le retard qui la grevait. Au total, au cours des 20 dernières années, alors que le Canada perdait du terrain face à ses principaux concurrents, la productivité a progressé plus rapidement au Québec qu'en Ontario ou qu'aux États-Unis. Les Québécois ont appris à connaître mieux l'économie, à y investir, à s'y investir. C'est énorme. Ensuite, nous avons appris que nous sommes couronnés de succès lorsque nous nous attachons à inventer et à produire. Lorsque nous avançons dans l'économie vraie, plutôt que dans celle de la comptabilité trop inventive qui a coûté si cher à Wall Street. L'économie vraie. Voilà ce que je veux continuer à faire avec vous. Nous avons constaté que le terrain économique québécois est fertile. Qu'il y pousse, partout, des entreprises audacieuses et vigoureuses.

Mais il faut qu'il en pousse davantage. Nous n'avons pas encore aperçu les limites de notre propre potentiel. Nous n'avons pas suffisamment mis en valeur nos propres capacités. Je veux, avec vous, redonner l'espoir. Redonner l'élan. Pour faire pousser de nouvelles entreprises, il faut que les jeunes entrepreneurs aient le coup de pouce voulu. Ce matin, à Québec, le ministre de l'Industrie et du commerce, M. Daniel Paillé, a dévoilé son plan de démarrage d'entreprises. Si, au moment où on se parle, les jeunes Armand Bombardier ou Alphonse Desjardins étaient en train de concevoir leurs projets, ils pourraient se tourner vers ce programme. Il leur suffirait d'entrer dans une institution financière, et d'obtenir un prêt de 50000 \$, garanti à 90% par le gouvernement du Québec et remboursable en huit ans. La première année, Québec prendra même en charge les intérêts. Si notre entrepreneur en herbe est un étudiant endetté, une partie de sa dette sera épongée en fonction de la masse salariale créée par sa petite entreprise.

Nous allons garantir jusqu'à 300 000 000 \$ de prêts et nous estimons que 30 000 emplois seront créés en deux ans. Et qui sait s'il ne se trouve pas, dans le lot de ces très petites entreprises, des futurs membres éminents de cette chambre de commerce. Il faut de nouvelles pousses, donc. Mais aussi, il faut aider les entreprises en croissance. Il y a une dizaine de jours, c'est ce que nous avons fait en levant le plafond imposé au Fonds de solidarité des travailleurs du Québec. Voilà un instrument québécois, original. Déjà, 73 entreprises et 23 fonds de développement spécialisés ont profité de l'existence du fonds. Selon l'INRS, en 10 ans, le Fonds de solidarité a contribué à créer ou à sauvegarder presque 30 000 emplois.

Nous avons enlevé la bride que nos prédécesseurs avaient imposée à ce fonds. Nous espérons que d'autres fonds du même genre verront le jour. Chaque dépôt individuel dans ce type de cagnotte québécoise est un acte de confiance en soi, un geste d'espoir. Et nous

avons eu le souci de répartir cet espoir partout au Québec, pour que l'entrepreneurship de Montréal et des régions en profite pleinement. Montréal est toujours un cas à part, et mérite toujours une attention particulière. Sachez que si le premier ministre du Québec a maintenant une résidence à Québec, ce qui était un vœu légitime, longtemps exprimé par les gens de la capitale, cela ne veut pas dire que Montréal sort de mon champ de vision. Des projets pour Montréal, vous en avez et nous en avons. Le président du nouveau comité d'initiative et d'action pour la grande région de Montréal, Camille Laurin, me faisait ces jours-ci la liste de 23 projets mobilisateurs pour la région, dans le secteur manufacturier, celui de la haute technologie, en culture et en énergie. Je vais lui laisser le loisir de vous en informer lorsqu'il sera plus avancé et lorsque les arrimages auront été faits avec le nouveau maire de Montréal. Vous aurez noté que dans les deux mesures nationales dont j'ai parlé, le plan de démarrage et la liberté redonnée au Fonds de solidarité, le gouvernement québécois est un partenaire. Nous avons observé comment les ministres qui nous ont précédés ont joué aux banquiers, tous les mercredis à la table du conseil des ministres. Par le truchement de la SDI, ils ont perdu dans le paysage 1 000 000 000 \$ des économies des contribuables. Un milliard. Les commentateurs disent souvent de moi que j'ai l'air d'un banquier ce que, soit dit en passant, j'ai toujours pris pour un compliment. Mais je peux vous promettre que ni moi ni mes ministres n'avons l'intention de jouer aux banquiers, surtout lorsqu'on trouve dans les banques et les caisses et les fonds québécois un remarquable réservoir de talents. Dans chaque quartier et chaque région, des gens qui peuvent évaluer et conseiller. Et qui, en plus, sont en concurrence les uns avec les autres pour donner un meilleur service. Qu'est-ce que l'État irait faire là-dedans?

Il y a un rôle pour l'État, c'est celui d'assurer que la main-d'œuvre a accès à une formation de base de qualité, puis une formation continue de haut niveau. Avec le Forum pour l'emploi, un autre remarquable instrument québécois, nous préparons pour très bientôt une initiative nouvelle, importante, pour la jeunesse du Québec. Cette initiative concernera l'entrepreneurship des jeunes, mais aussi leur formation et leur insertion sur le marché du travail. Nous n'allons pas discuter du problème ». Nous le connaissons bien. Nous allons, ensemble, nous donner des cibles précises, des échéanciers. Nous allons nous engager à livrer la marchandise, dès l'an prochain.

Je vais vous faire un aveu. La question de l'éducation et de la jeunesse québécoise me préoccupe au point que j'ai failli, lors de la constitution du gouvernement, me réserver le ministère de l'éducation. J'ai dû me rendre à l'évidence: le temps m'aurait manqué, comme premier ministre, pour bien m'acquitter de cette seconde tâche. C'est pourquoi je l'ai confiée à Jean Garon, qui ne manque ni d'instruction, ni de bon sens, ni surtout d'énergie. Il doit réunir, l'an prochain, les États généraux de l'éducation. Il est déjà à pied d'œuvre. Ces deux actions, l'initiative du Forum pour l'emploi et les États généraux, doivent nous conduire à une meilleure formation de notre jeunesse, donc à de meilleurs débouchés, pour eux, à une meilleure compétitivité, pour nos entreprises. À une meilleure qualité de vie, pour tous. Voilà les premières grandes mesures que le nouveau gouvernement, en concertation avec ses partenaires, met en place pour redonner l'espoir: aux nouveaux entrepreneurs, aux entreprises en croissance, à la jeunesse québécoise.

Il y aura d'autres mesures, grandes et petites. Et mon gouvernement a résolu de répondre présent chaque fois qu'un projet porteur d'espoir a besoin d'aide. L'autre jour, il s'agissait d'une des meilleures initiatives de réinsertion des jeunes au travail: le Carrefour Jeunesse-

emploi, à Gatineau, dont le taux de succès est très élevé. Ottawa lui a coupé les vivres, parce qu'il ne se conformait pas aux fameuses « normes canadiennes ». Nous l'avons sauvé. C'était trop précieux.

En Gaspésie et dans le Bas-du-Fleuve, Ottawa voulait se retirer du programme du Plan de l'Est, sur lequel comptent 6 000 producteurs forestiers pour leur expansion. Il nous a suffi de manifester notre intention de prendre le relais, car encore une fois c'était trop précieux, et Ottawa a changé d'avis. Très bien. Ici à Montréal nous avons enfin débloqué le chantier de l'Institut de l'image et du son, dans lequel nous fondons beaucoup d'espoir. Cet élan collectif, fait de grandes initiatives et d'une multitude de petites actions, sera récompensé par la création d'emplois, bien sûr. Et j'aimerais pouvoir vous dire que nous allons tirer tous les dividendes de nos efforts. Mais j'ai demandé qu'on me fasse quelques simulations. Voici ce que ça donne: Première hypothèse: supposons que nous mettons tous nos efforts, toute notre capacité d'innovation, dans la création d'emploi et que nous réussissons, mieux qu'ailleurs au Canada, à faire baisser notre taux de chômage de 1 %. Il y aurait 30 000 salariés de plus qui paieraient plus de taxes et d'impôts: 400 000 000 \$ de plus. Bonne nouvelle? Pas si vite. Car si le Québec va trop bien, par rapport au Canada, le jeu des transferts fédéraux nous punit en retirant de notre prochain chèque plus de 300 000 000 \$. Je résume: on se crée 400 000 000 \$ de revenus, on s'en fait couper les trois-quarts. Mais, si, au contraire, on appauvrit les Québécois, on est récompensé. Alors, deuxième hypothèse: plutôt que de suer à grosses gouttes pour créer des emplois, on coupe 500 000 000 \$ de dépenses. Le résultat, c'est que moins de Québécois travaillent. Nos revenus baissent de 150 millions. Mais le Canada, par les transferts, nous récompense: il nous rembourse presque les deux tiers de notre perte pour nous féliciter. Bref: l'enrichissement est puni aux trois-quarts, le rapetissement récompensé aux deux-tiers.

On comprend très bien pourquoi c'est fait. C'est un système de répartition de la richesse et de la pauvreté. Mais son effet pervers est absurde, pour nous comme pour les autres. Le Canada nous impose une taxe à l'initiative et nous offre une prime à l'appauvrissement. Ça stérilise l'initiative et ça décourage la performance. Je n'essaie pas de vous dire que le Québec ne retire pas un avantage financier du système de péréquation, ce serait faux. Je ne cherche pas plus à cacher que nous recevons davantage de prestations d'assurance-chômage que nous payons de cotisations, c'est l'évidence. Certains y voient la preuve de la rentabilité du fédéralisme, c'est un saut logique un peu périlleux. Plus on a de chômeurs, plus on profite du Canada. Mais qu'est-ce qui se passe du côté des dépenses fédérales structurantes en matière d'emploi?

Depuis 1979, nous, Québécois, n'avons récolté que 18 % des dépenses canadiennes en recherche et développement. Même chose pour les investissements effectués au Québec par les ministères fédéraux au cours des 30 dernières années. C'est pire pour les dépenses en matière de défense. Globalement, la proportion québécoise des dépenses fédérales en biens et services n'a atteint que 19 % au cours des dernières années. On en revient toujours à la vieille légende du poisson. Vous savez: est-ce que c'est préférable de donner du poisson à un homme, ou à lui apprendre à pêcher? Le Canada nous donne du poisson, c'est vrai: assurance-chômage, péréquation, mais pas de morue ! Mais moi je crois fermement que l'ambition des Québécois, la vôtre, ici, c'est plutôt d'apprendre à pêcher: recherche et développement, formation professionnelle, production de biens et de services. Le statu quo, lui, nourrit notre dépendance. Notre projet, celui d'un Québec souverain, nous

permettrait d'amorcer la transition vers l'indépendance économique. En attendant, rien de tout ça ne va pas nous empêcher de bouger, au contraire. Mais dans plusieurs secteurs, on se rend compte que le Canada agit comme un frein à notre capacité de prendre les virages importants. Tout le monde nous dit que dans la nouvelle économie mondiale, les sociétés agiles, promptes à s'adapter aux nouveaux défis, auront un avantage sur les autres. Le Québec est une de ces sociétés. Notre pratique du partenariat et de la concertation dépasse tout ce qui se fait sur le continent. Dans plusieurs dossiers on est prêt, on veut, mais ça bloque.

Prenez la formation de la main-d'œuvre. On est tous d'accord sur nos objectifs et sur nos moyens d'action. De Louise Harel à Ghislain Dufour, 11 y a deux semaines, le consensus québécois a été réaffirmé. Même Tom D'Aquino, du Cercle Canadien des Chefs d'Entreprise vient de dire que cette responsabilité doit être dévolue aux provinces, mieux _ même d'organiser un guichet unique, et plus proches des besoins de leurs citoyens. Rien à faire. Le gouvernement canadien a décidé que c'était une prérogative du gouvernement central. Et M. Axworthy nous invite à discuter pendant deux ans de questions que nous, au Québec, on a réglé depuis 1 an. Il veut qu'on cause d'employabilité, alors qu'on est passé, chez nous, à l'étape de l'insertion.

Je sais que plusieurs d'entre vous n'êtes pas souverainistes mais avouez que ce pays est étrange. Les Québécois forment 25 % de la population, ils forment des consensus importants et lancent à répétition des messages à Ottawa et... rien ne se passe. C'est comme si on n'était pas là. C'est comme si les organisations patronales et syndicales québécoises ne comptaient pas. Je trouve ça décourageant et ça ne date pas du 12 septembre. D'une part, le premier ministre canadien le plus flexible qu'on ait eu, Brian Mulroney et d'autre part le premier ministre québécois le plus accommodant, Robert Bourassa, n'ont pas pu s'entendre sur la main-d'œuvre. Ensuite, Daniel Johnson et Jean Chrétien, qui avaient vraiment intérêt, pour des raisons électorales, à prouver que le fédéralisme était flexible, n'ont pas réussi à s'entendre non plus sur la main-d'œuvre.

Le système est complètement bloqué. Enfin, pas pour tout le monde. Nos concitoyens Mohawks ont eu droit à une autonomie considérable en ce domaine et on les félicite. On est très content pour eux. Je leur dis: allez-y, profitez-en au maximum. Mais pour ce qui est de respecter le consensus des Québécois, rien ne bouge. Parlons de l'autoroute de l'information. C'est ici, à Montréal, qu'on trouve la plus grande concentration d'entreprises en télécommunications au Canada. Nous avons un contenu francophone dont on ne retrouve nulle part l'équivalent. Nous avons donc, dans cette ville, les éléments d'un mariage unique de la culture et de la technologie. La Cour suprême du Canada nous a dit qu'on n'avait pas le droit, en tant que collectivité québécoise, de nous mêler de ça. Et, ce mois-ci, le ministre canadien Michel Dupuy a fait savoir qu'il nous consulterait au même titre qu'une municipalité ou une église. C'est fort.

Même en culture, où on pensait que c'était acquis qu'au Québec on était un peu différent de Winnipeg, Ottawa propose maintenant de se promener dans le monde en parlant strictement de culture canadienne ». Nous nous réjouissons que plus d'argent puisse être trouvé on ne sait où pour promouvoir les créateurs, dont les Québécois, à l'étranger. Mais c'est quand même incroyable qu'Ottawa puisse définir une politique de promotion culturelle comme s'il n'y avait qu'une culture au Canada.

L'idée de dualité est en train de disparaître complètement du paysage. C'est pas étonnant, le quotidien la Presse nous apprenait récemment que M. Chrétien a recasé à des postes importants tous ceux qui avaient combattu le concept de société distincte dans Meech. Il les a tous récompensés. Mais ce n'est pas une question d'individus. Ces gens-là sont au diapason du consensus pancanadien, qui veut que les provinces se mettent en rangée derrière Ottawa et que pas un poil ne dépasse.

Ce n'est pas ce que les Québécois, même fédéralistes, veulent. 66 % des Québécois veulent plus d'autonomie pour le Québec. Depuis 1984, ils le disent à toutes les élections, canadiennes et québécoises. Autant vous le dire tout de suite, sauf à devenir souverains, on n'en aura pas, plus d'autonomie. Collectivement, on a essayé le statut particulier, le fédéralisme rentable, la souveraineté culturelle, le beau risque, la société distincte: rien n'a marché. On en est au point où M. Chrétien tente de nous convaincre qu'il est plus facile et moins coûteux d'apprendre le français à Kingston qu'à Saint-Jean-sur-Richelieu.

Je trouve un peu triste ceux qui jouent à l'autruche et veulent, encore, lancer les Québécois dans un cul-de-sac. J'entendais ces jours-ci Jean Charest, un garçon fort sympathique. Une semaine il parle de souveraineté-association, une bien jolie expression; une autre, il parle de souveraineté partagée, reprenant à son compte le faux-fuyant favori de Robert Bourassa. Je comprends que M. Charest refuse de partager ses tribunes avec Jean Chrétien, mais il devrait avoir le courage de nous dire que ses propositions de réforme, de redistribution des pouvoirs, n'ont aucun écho dès qu'on sort du Québec. M. Charest a tenté deux fois de vendre le concept de société distincte aux autres Canadiens. Deux fois, il s'est fait dire non. Maintenant il voudrait proposer quelque chose d'encore plus ambitieux? Il nous vend des illusions.

Et il faut nous rendre à l'évidence. On peut faire un grand nombre de choses avec les outils que nous possédons au Québec et nous allons le faire. Mais il y a des défis économiques, sociaux et culturels que la société québécoise est prête à relever, mais qu'elle ne pourra réussir dans le contexte actuel. Le système canadien se referme sur la volonté d'autonomie historique du Québec. La lourdeur et la lenteur des consultations pancanadiennes retardent des décisions que nous sommes prêts à prendre. La Cour suprême nous interdit d'agir dans des secteurs où nous excellons. Le système de transferts fédéraux taxe la performance et récompense le sur-place. Le caractère distinct de notre culture n'est même plus reconnu par les ambassades canadiennes à l'étranger.

Il n'y a pas de complot ou de mauvaise volonté. Le gouvernement fédéral pense réellement servir les intérêts de tous les Canadiens et il reflète, vraiment, la volonté politique de la majorité de nos voisins. Le problème est systémique. Le Canada ne nous aide pas à recréer l'espoir québécois. Il lime ce qui nous distingue. Il nous retient dans le passé. Mes amis, le passé, comme vous, je l'ai connu. Et, comme vous, je ne veux pas y retourner. Le sur-place, nous l'avons vécu depuis neuf ans, et nous sommes déterminés à y mettre fin. Mais réfléchissez avec moi à cette idée, à cette réalité dont je suis plus convaincu que jamais. Notre avenir, il nous incombe à nous, Québécois, de le créer. Nous savons qui nous sommes et ce que nous voulons devenir. Il sera bientôt temps de tirer les conclusions de nos convictions.

Merci.